

CONVENTION

Entre :

- le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président, Monsieur Christian Astruc,

d'une part,

Et :

-le Mouvement Français pour le Planning Familial représentée par sa Co-Présidente, Madame Annie Prina Mouchard, association régie par la loi du 01 juillet 1901 - numéro SIRET : 387 546 344 00020.

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne, compte tenu des orientations de la politique départementale en matière de politique sociale, entend instaurer un partenariat avec les associations qui œuvrent dans ce secteur d'activité et notamment en 2019 avec le Mouvement Français pour le Planning Familial.

ARTICLE 1er :

Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement l'objectif général du Mouvement Français pour le Planning Familial.

ARTICLE 2 :

Pour 2019, l'aide financière du Conseil Départemental à la réalisation de l'objectif de l' Association pour son action « Bus à l'Oreille » s'élève au total à **23 000 €**.

Elle sera créditée au compte de l' Association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil Départemental.

ARTICLE 3 :

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objectif du Mouvement Français pour le Planning Familial s'élève à 23 000 €.

Il est financé par une subvention du Conseil Départemental de 23 000 €.

ARTICLE 4 :

L'Association s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
- à fournir un compte rendu d'exécution,
- à fournir le compte de résultats annuel.
Ces deux documents seront produits dès leur approbation en Assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil Départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Pour le Conseil Départemental de
Tarn-et-Garonne,

Le Président,

Christian Astruc

Fait à Montauban, le

Pour le Mouvement Français pour
le Planning Familial,

La Co-Présidente,

Annie Prina Mouchard